



Assemblée générale

Distr. générale
26 octobre 2023
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-cinquième session
22 janvier-2 février 2024

Rapport national soumis comme suite aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Belize

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Sigles

PIB	Produit intérieur brut
OIT	Organisation internationale du Travail
LGBTQ	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queer
ONG	Organisation non gouvernementale
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Introduction

1. Depuis son dernier rapport, le Belize a réalisé des progrès louables en matière de protection, de préservation et de promotion des droits de l'homme. Toutefois, certains obstacles ont pu ralentir ces avancées. L'étude sur la pauvreté au Belize réalisée en 2018 a révélé une augmentation de la pauvreté et des inégalités entre les districts, particulièrement préoccupante dans le district de Toledo, qui a enregistré un taux de 82 %, soit une hausse de 22 points de pourcentage. Les indicateurs économiques ont révélé des fluctuations, la croissance du PIB réel étant passée de -13,40 % en 2020 à 15,20 % en 2021, puis à 12,10 % en 2022. Le ratio dette/PIB s'est amélioré, passant de 101,40 % en 2020 à 80,10 % en 2021 et à 68,5 % en 2022¹. Le taux de chômage a connu une diminution analogue, passant de 13,70 % en 2020 à 9,25 % en 2021, pour finalement s'établir à 5 % en 2022. La pauvreté de revenu s'est maintenue en 2018, avec un taux de 52 %, de même que l'inégalité de revenus, avec un coefficient de Gini de 0,49. L'indice de pauvreté multidimensionnelle a mis en évidence des privations dans divers domaines, touchant 35,70 % de la population en 2021. Le sort des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables rend encore plus complexe le problème de la pauvreté.

2. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces problèmes, mettant à rude épreuve les infrastructures de soins de santé, causant la perte de vies humaines et la disparition de moyens de subsistance, et perturbant l'enseignement. Le conflit en Ukraine et en Europe de l'Est a également provoqué des perturbations dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie et de la finance, aggravant les difficultés auxquelles les petits États insulaires en développement comme le Belize étaient déjà confrontés et nuisant à l'économie mondiale et locale.

3. Néanmoins, le Gouvernement bélizien reste déterminé à respecter son engagement envers toutes les personnes vivant au Belize à protéger les droits de l'homme inscrits dans sa Constitution et dans les traités auxquels le Belize est partie. Cet engagement transparaît dans la mise en œuvre progressive de réformes juridiques, de politiques et de stratégies qui donnent la priorité aux principes des droits de l'homme lors de la prise en compte des besoins des groupes marginalisés. Cette approche fondée sur des principes sous-tend l'exécution de programmes sociaux en faveur des pauvres qui répondent à des besoins de première nécessité tels que la sécurité alimentaire, l'éducation, les soins de santé et les services sociaux pour les personnes pauvres et les personnes marginalisées. L'accent mis par le Belize sur l'éducation et la sensibilisation depuis son dernier examen témoigne également de sa volonté de doter chacun des connaissances et des outils nécessaires pour faire valoir et protéger ses droits.

4. Le présent rapport témoigne avec éclat de l'engagement inébranlable du Gouvernement bélizien à accorder la priorité à la protection et à la promotion des droits de tous les citoyens. Ce dévouement indéfectible constitue toujours un pilier fondamental du programme national de développement du Belize.

Méthodologie

5. Le présent rapport national a été élaboré par le Ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur et de l'immigration conformément aux directives générales pour la préparation des informations dans le cadre de l'Examen périodique universel. Les travaux ont débuté en juin 2023 et ont donné lieu à des consultations avec une série de ministères et de départements clefs (annexe, tableau 1).

6. Une deuxième consultation publique a été organisée le 29 août afin d'assurer une participation exhaustive. Des consultations permanentes s'étalant sur une période de trois mois sont venues compléter cette approche participative, au terme de laquelle le présent rapport a été élaboré.

Faits nouveaux intervenus après l'Examen périodique universel de 2018

7. Au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel, 133 recommandations ont été présentées au Belize, qui en a accepté 100 et a pris note de 33 d'entre elles. Depuis lors, le Belize a élaboré une série d'actes législatifs, d'amendements et de mesures de mises en œuvre afin de donner suite aux recommandations acceptées.

8. Parmi les avancées notables, le Belize a adopté une nouvelle stratégie de développement à moyen terme, intitulée #PlanBelize². Cette approche stratégique est axée sur la protection des droits fondamentaux et sur la garantie d'un accès équitable aux services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé primaires, les possibilités d'emploi, la propriété foncière et le logement pour tous les Béliziens. Bien qu'il ne s'agisse pas explicitement d'une stratégie visant à « ne laisser personne de côté », le #PlanBelize met en œuvre ce principe en donnant la priorité à un développement sans exclusion qui améliore la situation de chaque groupe de la société. Conformément au #PlanBelize, le Belize a augmenté le salaire minimum à 5,00 dollars du Belize (1 dollar des États-Unis = 2 dollars du Belize) pour toutes les catégories de travailleurs à compter du 1^{er} janvier 2023, a élargi son programme national d'assurance maladie et a lancé un programme de logements abordables³.

9. La création de la Commission constitutionnelle populaire représente également une avancée significative. Cette Commission est chargée de la révision de la Constitution du Belize afin d'améliorer son cadre constitutionnel tout en renforçant la participation des citoyens. La Commission mène actuellement une véritable campagne d'éducation du public par l'intermédiaire de rencontres avec les parties prenantes dans l'ensemble du pays, notamment des enseignants, des étudiants, des conseils culturels, des membres des services publics et d'autres membres de la communauté. La campagne s'étend également à la diaspora bélizienne aux États-Unis, en Europe et en Asie du Sud-Est.

10. En ce qui concerne l'administration de la justice, le Belize a réalisé des progrès louables grâce à des initiatives telles que le projet de loi sur les hautes juridictions. Cette loi vise à consolider la loi sur les cours d'appel et la loi sur la Cour suprême de justice et instituera des réformes visant à rationaliser la direction judiciaire sous l'égide du plus haut magistrat dans l'ordre judiciaire. L'objectif est d'améliorer l'efficacité de la justice, grâce à une définition claire des rôles pour les postes clés au sein de la Haute Cour et de la Cour d'appel.

11. En outre, la loi bélizienne sur les réfugiés établit un cadre juridique complet pour la protection des réfugiés et l'aide aux réfugiés. Des mesures ont été mises en place afin de faciliter l'accès des réfugiés à l'aide humanitaire et à des procédures d'asile équitables. De plus, les obstacles antérieurs, tels que les restrictions de quatorze jours concernant l'accès aux demandes d'asile, ont été levés, et le système d'asile a été modifié afin de permettre aux demandeurs d'asile de travailler.

12. Le Belize a également lancé son programme Amnesty en août 2022. Les migrants sans papiers résidant au Belize et les demandeurs d'asile recommandés bloqués dans la procédure de demande d'asile qui remplissaient l'un des huit critères se sont vu offrir le statut de résident permanent avec une voie d'accès à la citoyenneté.

13. Dans les domaines de la protection de l'enfance et de la sécurité sur le lieu de travail, la loi sur les enfants s'attaque à la maltraitance à l'égard des enfants tout en garantissant des soins essentiels aux enfants vulnérables. Dans le domaine des droits du travail et de la sécurité sur le lieu de travail, la mise en œuvre de la loi bélizienne de 2021 sur la sécurité et la santé au travail assure le respect de normes qui garantissent un environnement de travail sûr pour les employés. De même, la loi bélizienne de 2020 sur la santé publique encadre les questions de santé publique et la gestion des maladies infectieuses, tandis que la loi bélizienne de 2020 sur la cybercriminalité renforce la sécurité sur Internet.

14. Parallèlement à ces avancées, la stratégie globale de sécurité nationale du Belize pour la période 2018-2023 décrit des mesures multiformes visant à lutter contre la criminalité, à renforcer la sécurité des frontières et à promouvoir la prévention de la criminalité au niveau communautaire.

15. Le Belize a également signé l'Accord d'Escazú en 2022, ce qui témoigne de son engagement en faveur d'une collaboration mondiale concernant la protection de l'environnement et le développement durable.

16. En raison du changement d'administration en novembre 2020, et compte tenu des ravages économiques causés par la COVID-19, l'accent a été mis sur la stimulation de la croissance économique. Néanmoins, le programme de réforme juridique et politique décrit ci-dessus rappelle l'engagement du pays en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme des Béliziens et des étrangers qui résident au Belize. En outre, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence des faiblesses existantes et a posé de nouveaux défis, que nombre de ces modifications législatives tentent de résoudre. Elle a par exemple mis en évidence plusieurs faiblesses au niveau du cadre de protection sociale, qui ont ensuite été corrigées avec l'appui du système des Nations Unies, grâce à l'élaboration de la toute première politique de protection sociale du pays.

Coopération avec les organes conventionnels – recommandations n^{os} 77.2, 77.13, 77.14

17. À l'issue de la soumission du troisième rapport national au Conseil des droits de l'homme, le Belize, avec le soutien du HCDH, a mené des consultations multisectorielles dirigées par l'État qui visaient à créer un projet exhaustif de calendrier de présentation des rapports et des dispositions connexes afin de respecter ses obligations conventionnelles en suspens en matière des droits de l'homme. Le Belize, avec l'appui continu du HCDH et du Secrétariat du Commonwealth, a soumis ses rapports en retard aux organes conventionnels compétents, tels que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits de l'enfant. En outre, le document de base commun et le rapport au Comité contre la torture ont été achevés et attendent l'approbation finale avant d'être soumis au HCDH.

18. Afin d'améliorer la coopération avec les organes conventionnels, le Belize travaille à la mise en place de son Comité d'examen interinstitutionnel en tant que mécanisme national interministériel pour l'établissement de rapports et le suivi. L'objectif est de rationaliser ses efforts et de faire progresser systématiquement les considérations relatives à l'intégration des droits de l'homme dans ses cadres nationaux.

19. Le potentiel premier mandat du Comité est la coordination et l'élaboration de l'ensemble des rapports nationaux destinés au mécanisme international des Nations Unies. Il s'agit notamment de l'élaboration des rapports nationaux volontaires, des rapports à soumettre aux organes conventionnels, de l'Examen périodique universel, des procédures spéciales et des rapports destinés à diverses organisations internationales et intergouvernementales.

20. Le deuxième mandat du Comité est de favoriser une coordination et un encadrement efficaces du suivi et de la mise en œuvre, au niveau national, des obligations conventionnelles et des recommandations issues des rapports soumis aux mécanismes internationaux des Nations Unies. En assumant cette responsabilité essentielle, le Comité constituera un organe proactif grâce auquel le Belize pourra organiser le suivi des progrès réalisés en matière de traduction des engagements en actions tangibles et politiques efficaces.

Structure du dispositif national pour les droits de l'homme – recommandation n° 78.2

21. En l'absence de mécanisme national de prévention, le Ministère des affaires intérieures et des nouvelles industries de croissance a rétabli en 2022 le programme d'inspection des juges à la prison centrale du Belize.

22. Le programme d'inspection des juges permet aux juges de paix désignés, au Médiateur et à un magistrat d'effectuer des visites régulières à la prison centrale du Belize, conformément à la partie V de la loi sur les prisons, qui oblige les juges inspecteurs à veiller au bien-être général des détenus. Leurs principales fonctions consistent à enquêter en cas de plainte de détenus, à contrôler leur régime alimentaire, à évaluer les risques que leurs conditions de détention font courir à leur bien-être et à transmettre des rapports et des suggestions à ce sujet au commissaire ou au ministre.

Institution nationale des droits de l'homme – recommandations n^{os} 77.3, 77.4, 77.5, 77.6, 77.7, 77.8, 77.9, 77.10, 77.11, 77.12

23. Le Gouvernement bélizien, en collaboration avec le HCDH et le Secrétariat du Commonwealth, a réalisé une étude de faisabilité sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme au Belize conforme aux Principes de Paris. Les consultations à tous les niveaux ont révélé une prise de conscience de la nécessité d'établir une institution des droits de l'homme dotée de ressources suffisantes, en particulier à la lumière de la pandémie, qui a mis en évidence plusieurs préoccupations en matière de droits de l'homme. L'évaluation a été réalisée en août 2022. À l'heure actuelle, les recommandations issues de l'évaluation, y compris une feuille de route pour l'établissement d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, sont en cours d'examen par le Gouvernement.

24. Il convient de noter que, depuis le dernier examen, le budget alloué au Bureau du Médiateur a augmenté de 9 %. Le Bureau du Médiateur demeure résolu à obtenir un financement supplémentaire pour les ressources essentielles, illustrant ainsi son engagement à améliorer son fonctionnement.

25. Le Bureau du Médiateur s'est engagé à poursuivre sa collaboration avec des groupes clefs tels que la Commission de la femme, la Commission constitutionnelle populaire et la Fondation Kolbe, ainsi qu'avec d'autres agences gouvernementales, afin de se pencher sur les principaux domaines de préoccupation en matière de droits de l'homme.

Bonne gouvernance – recommandation n° 77.36

26. L'unité chargée de la bonne gouvernance au sein du Ministère du service public et de la réforme constitutionnelle et politique a travaillé à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Le Ministère propose en permanence aux fonctionnaires des formations sur la bonne gouvernance afin d'assurer le fonctionnement le plus efficace possible de cette unité, qui met en œuvre les efforts de lutte contre la corruption.

27. L'unité chargée de la bonne gouvernance collabore avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour créer une plateforme qui accélérera les protocoles de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Une réunion est prévue en octobre avec tous les participants qui ont accepté de rejoindre la plateforme physique et le carrefour virtuel pour discuter en détail des domaines thématiques d'intérêt.

28. Dans le cadre de son approche multidimensionnelle de lutte contre la corruption, le Belize lancera une campagne de sensibilisation à la corruption en décembre 2023. Cette campagne comprendra des débats, des concours stimulants et des dialogues ouverts visant à faire la lumière sur les différentes facettes de la corruption. L'objectif général est de favoriser une prise de conscience et une compréhension plus profonde des conséquences préjudiciables de la corruption.

Égalité et non-discrimination – recommandations n^{os} 77.18, 77.15, 77.16, 77.17, 77.20, 77.21, 77.23, 77.32, 77.25, 77.19, 77.22, 77.24

29. Le 30 décembre 2019, la Cour d'appel a confirmé le jugement de la Cour suprême, affirmant que la non-discrimination fondée sur le « sexe » dans les sections 3 et 16 de la Constitution inclut l'orientation sexuelle.

30. En réponse à l'opposition des groupes confessionnels et autres au projet de loi anti-discrimination⁴, la campagne Live and Let Live (« Vivre et laisser vivre ») a été lancée en 2020. Cette campagne communautaire met en avant des personnes, particulièrement des femmes, des personnes handicapées et des personnes LGBTQ+, qui ont connu la discrimination. Elle a sensibilisé le public à leurs droits par des messages d'intérêt public diffusés en anglais, en langue des signes américaine, en q'eqchi', en mopan et en espagnol sur les chaînes de télévision, à la radio et dans les médias sociaux. On estime que la campagne Live and Let Live a touché plus de 70 % des Béliziens. Les résultats des enquêtes de 2020 et de 2021, qui ont mesuré la façon dont les Béliziens perçoivent ces groupes sociaux, l'acceptation, le respect et les relations de voisinage, et dans quelle mesure ils rejettent la discrimination après la campagne, ont montré des avancées dans tous les domaines.

31. En janvier 2023, le Gouvernement bélizien a également lancé une campagne de communication dynamique pour lutter contre la stigmatisation sociale des personnes LGBTQ+ et contre la violence fondée sur le genre⁵. À la faveur de cette initiative, le Gouvernement bélizien vise à responsabiliser et à sensibiliser la population afin de susciter des changements comportementaux et sociaux positifs dans divers secteurs du pays.

32. Des dispositions ont également été intégrées dans le manuel des politiques et procédures du Département de la police du Belize afin d'orienter les interactions entre la police et les membres de la communauté LGBTQ+. Le paragraphe 409 décrit les lignes directrices et les procédures pertinentes à cet égard. En décembre 2022, le Département de la police du Belize a également publié sa politique révisée en matière de droits de l'homme et d'emploi de la force et continue de former les agents dans ces domaines.

Justice transitionnelle – recommandations n^{os} 77.26, 77.27

33. La concordance de l'ouragan Lisa et de la pandémie de COVID-19 au cours de ce cycle d'Examen périodique universel a mis en évidence le besoin pressant de renforcer les systèmes nationaux d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe du Belize. Ces crises conjointes ont eu des conséquences majeures et profondes, ont mis à rude épreuve des secteurs essentiels et ont exercé une pression considérable sur les mécanismes existants, initialement conçus pour répondre aux problèmes sociaux préexistants. En conséquence, la vulnérabilité globale s'est accrue, touchant en particulier les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées du Belize.

34. Dans le cadre de son engagement à reconstruire et à se remettre des retombées économiques et sociales de la crise de la COVID-19 et des conséquences de l'ouragan Lisa, le Gouvernement bélizien, conscient de la crise mondiale actuelle liée aux changements climatiques, a établi un ensemble exhaustif de politiques, de stratégies, de plans et de systèmes nationaux inclusifs en matière de changements climatiques. En 2022, le Gouvernement bélizien a lancé sa politique, sa stratégie et son plan directeur nationaux de lutte contre les changements climatiques pour la période 2022-2026.

35. En outre, en partenariat avec les Gouvernements du Canada et du Royaume-Uni, le Belize met activement en œuvre le projet intitulé « Included in the Climate Change Showcase » (« Compris dans les présentations sur les changements climatiques »). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme EnGenDER (Pour une reprise des activités après une catastrophe et une résilience climatique et environnementale tenant compte des questions de genre dans les Caraïbes) du Programme des Nations Unies pour le développement. Le programme EnGenDER répond directement aux priorités nationales en

matière de résilience et de durabilité, telles qu'élaborées dans le #PlanBelize, et à la vision de développement à long terme visant à créer un Belize ouvert à tous, résilient et durable.

36. Le programme de travail d'EnGenDER pour 2022 comprend une série d'interventions essentielles, notamment la protection contre les risques climatiques des moyens de subsistance de l'agriculture rurale, l'amélioration de la connectivité des communautés autochtones aux microréseaux dans le cadre de l'initiative « énergie pour le développement », l'accès des communautés isolées à l'eau potable et la facilitation de l'obtention de financements supplémentaires dans le domaine de l'action climatique auprès d'organisations internationales telles que le Fonds vert pour le climat. Ces efforts sont essentiels pour s'attaquer aux problèmes d'érosion et d'instabilité du littoral touchant les communautés côtières, notamment dans les régions de Hopkins, de Dangriga, de Monkey River et de Barranco.

Conditions de détention – recommandations n^{os} 77.33, 77.35

37. Le Gouvernement bélizien a introduit le projet de loi sur les hautes juridictions, ainsi que la loi de 2021 sur le délai des décisions judiciaires, afin de renforcer le système de justice pénale, d'accélérer la procédure judiciaire et de réduire la durée de la détention provisoire des prisonniers avant leur procès. La loi de 2021 sur le délai des décisions judiciaires prévoit un délai de 180 jours à compter de la conclusion des audiences, assorti d'une procédure et de critères définis permettant aux juges de solliciter des prolongations auprès de la Commission des services judiciaires et juridiques. Il est important de noter que cet acte législatif modifie la Constitution, permettant la révocation des juges en cas de manquement persistant à l'obligation de fournir des décisions écrites et motivées dans des délais précis. Afin de concrétiser ces modifications juridiques au niveau opérationnel en renforçant les capacités au niveau des ressources humaines, des juges supplémentaires ont été recrutés et les dispositifs technologiques existants ont été modernisés.

38. En vue de traiter de manière proactive les cas de détention arbitraire et les fautes commises par les forces de sécurité, le Département de police du Belize a mis en œuvre en 2022 sa politique révisée en matière de droits de l'homme et d'emploi de la force et continue de former les agents dans ces domaines, ce qui constitue une avancée significative.

Interdiction de l'esclavage et de la traite – recommandations n^{os} 77.44, 77.43, 77.41, 77.42, 77.45, 77.39, 77.40, 77.78

39. Après une révision majeure de la loi sur l'interdiction de la traite des personnes en 2013 et l'adoption la même année de la loi sur l'interdiction de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, le Belize a entamé une nouvelle modification de sa législation sur la traite des personnes. Les changements proposés visent à élargir la définition de la pornographie, à définir plus précisément les circonstances aggravantes et à inclure la tentative de traite des personnes. Ces modifications permettront d'aligner la législation nationale avec les normes régionales et internationales, faciliteront les poursuites et assureront une meilleure cohérence au regard d'autres infractions. Les modifications devraient être adoptées d'ici à la fin de 2023.

40. Depuis le dernier cycle d'examen, le Gouvernement bélizien a également intensifié ses efforts de lutte contre la traite des personnes. Les agents de première ligne des services d'immigration ont bénéficié d'une formation complète grâce à laquelle ils sont mieux à même de repérer les victimes potentielles. Le Gouvernement a également pris d'autres mesures, notamment l'interdiction des frais de recrutement à la charge des travailleurs, la mise en place d'une vaste campagne de sensibilisation du public et l'amélioration de la précision des données recueillies. Les données concernant la formation figurent dans le tableau 2 de l'annexe.

41. Au niveau opérationnel, l'unité de police chargée de la lutte contre la traite des personnes⁶ reste le service du Département de la police du Belize responsable des enquêtes et des opérations relatives à la traite des personnes. Cette unité enquête activement dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes et met à profit les possibilités de partenariat avec les ONG internationales, dont elle appuie la mission de mise en œuvre de programmes de sensibilisation à l'échelle nationale. Depuis le dernier examen, l'unité s'est agrandie et compte désormais huit agents⁷. Ses locaux ne sont pas attenants à un commissariat de police, de manière que les victimes de la traite soient dans un environnement dans lequel elles se sentent à l'aise lors de leurs dépositions devant les officiers de police.

42. Le Département des services sociaux dispose d'une unité de soins pour les victimes de la traite des personnes qui se consacre exclusivement à la prise en charge des victimes présumées et confirmées de la traite des personnes au Belize.

43. En particulier, le Gouvernement bélizien a créé, en partenariat avec l'UNICEF, un centre d'accueil pour les enfants migrants exposés à la traite des personnes et nécessitant une aide. En 2022, le Ministère du développement humain a signé un mémorandum d'accord avec une ONG qui a créé un centre d'accueil pour les migrants adultes et les victimes de la traite des personnes et afin de soutenir les victimes durant les procès.

44. Le programme Amnesty 2021 a également contribué à la réduction des vulnérabilités face à la traite des personnes. Au moins quatre victimes confirmées de la traite des personnes ont demandé une protection et une aide dans le cadre de ce programme.

45. Le Gouvernement bélizien demeure résolument engagé à éradiquer toute complicité des autorités dans la traite des personnes, à engager activement des poursuites et à condamner tous les trafiquants sans exception. À cette fin, en mars 2022, le Gouvernement bélizien a modifié la loi sur les actes punissables, en ajoutant la traite des personnes à la liste des crimes pouvant être jugés par un juge sans jury, afin d'accélérer les poursuites, d'éliminer les retards et d'améliorer le confort des victimes et des témoins.

Violence domestique et violence à l'égard des femmes – recommandations n^{os} 77.80, 77.82, 77.85, 77.75, 77.76, 77.77, 77.78, 77.79, 77.81, 77.84, 77.86, 78.5

46. Le Belize a connu une escalade des incidents liés à la violence domestique, comme le soulignent les tendances présentées dans les tableaux 3, 4 et 5 de l'annexe. Avant l'apparition de la pandémie, le Belize enregistrait une légère diminution des cas signalés de violence domestique. Il ne fait aucun doute que les confinements imposés par la pandémie ont aggravé la situation, avec une augmentation marquée des cas de violence domestique et de violence fondée sur le genre.

47. Le nombre de cas signalés de violence domestique a augmenté de 21 % entre janvier et décembre 2022 par rapport à la même période en 2021, avec une augmentation de 41 % des cas menant à des arrestations ou à des enquêtes. La répartition démographique révèle que près de 7 cas sur 10 concernent des personnes âgées de 18 à 45 ans, ce qui souligne la vulnérabilité de cette tranche d'âge. Les signalements effectués pour « suivi » ont augmenté de 11 % (annexe, tableau 6) et le Département de police du Belize a également enregistré une hausse des rapports sexuels illégaux parmi les crimes les plus graves.

48. Face à ces tendances déconcertantes, en 2022, la Chambre des représentants a soutenu à l'unanimité la motion sur la violence domestique au Belize⁸, qui entendait dénoncer et condamner la violence domestique et promettait des ressources supplémentaires pour procéder à des révisions législatives et faire de la violence domestique une priorité nationale. Cette motion réaffirmait également l'engagement en faveur du programme d'action pour les femmes⁹ visant à renforcer les stratégies de protection du bien-être des femmes et des enfants.

49. En outre, l'engagement du Belize dans la lutte contre la violence fondée sur le genre et la violence domestique s'est traduit par l'octroi par le Gouvernement bélizien d'une grâce posthume à Nora Parham. Nora Parham est une victime de violences domestiques qui a été injustement condamnée pour le meurtre de son compagnon ; elle est la seule femme qui ait été pendue au Belize. L'acte de grâce du Gouvernement constitue une étape majeure en faveur de la reconnaissance des injustices passées et souligne l'importance de garantir la justice et d'assurer la protection des victimes de violence domestique.

50. Le Belize poursuit ses efforts de mise en œuvre d'une réponse nationale visant à mettre fin à la violence fondée sur le genre, qui repose sur des politiques et des plans nationaux comprenant notamment : le plan de développement à long terme du Belize à l'horizon 2010-2030, la stratégie de développement à moyen terme #PlanBelize pour la période 2022-2026, qui vise à aligner les objectifs du pays sur les objectifs de développement durable et à mettre ces derniers en œuvre, la politique nationale en matière de genre et le plan d'action national contre la violence fondée sur le genre[vi] (projet de politique nationale en matière de genre et de plan d'action national contre la violence fondée sur le genre pour 2021). Le Comité national en matière de genre et de violence fondée sur le genre et les comités de lutte contre la violence fondée sur le genre des districts sont chargés de la mise en œuvre de la réponse nationale et sous-régionale, ce qui assure une couverture nationale et une réponse multisectorielle de la part des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

51. Sur le plan opérationnel, le Département de la police du Belize est responsable des unités chargées de la violence domestique dans les principales municipalités. L'unité chargée de la violence domestique de Belize City est opérationnelle 24 heures sur 24 et compte un conseiller interne, tandis que d'autres municipalités disposent pendant les heures normales de travail d'agents spécialisés dans la lutte contre la violence domestique. Dans un souci de durabilité et afin d'intégrer l'égalité des sexes et de tenir compte de manière systématique des questions qui y sont liées, l'école de formation de la police dispense, dans le cadre de son programme d'étude, une formation continue sur l'égalité des genres, les normes de genre et la violence fondée sur le genre.

52. L'unité traite un plus grand nombre de plaintes chaque mois en raison des efforts de sensibilisation accrus et de l'amélioration des systèmes d'appui qui encouragent les victimes à signaler les incidents en toute confiance. Les cas signalés de violence domestique ont augmenté de 39 % entre janvier et décembre 2022 par rapport à la même période en 2018, lors de la dernière période d'examen (annexe, tableau 5).

53. Le système judiciaire tient davantage compte des questions de genre grâce à l'adoption en 2017 du « modèle de lignes directrices pour les affaires d'infractions sexuelles » et à l'approbation en 2018 d'un « protocole sur l'égalité des sexes pour les fonctionnaires de justice », auquel les magistrats et magistrates ont été formés. Dans le cadre de l'initiative Spotlight, financée par l'Union européenne, un manuel de formation à l'intention des fonctionnaires des tribunaux a été élaboré en collaboration avec les ministères et a permis de renforcer les capacités des magistrats en matière de prévention et de lutte contre la violence domestique. La pandémie de COVID-19 a entraîné l'intégration des vidéoconférences, des sessions virtuelles et des écrans de protection dans les procédures judiciaires afin de préserver la dignité des plaignants, en particulier dans le cadre de violences sexuelles.

54. Afin de combler les lacunes dans les services et pallier le manque de ressources, le Gouvernement bélizien a resserré ses liens de confiance et ses relations avec les organisations et réseaux de la société civile en forgeant des partenariats essentiels avec un réseau d'organisations non gouvernementales, telles que Haven House, Child Development Foundation, Belize Family Life Association, Mercy Clinic, Productive Organization for Women in Action et Toledo Maya Women Council. Ensemble, ils élaborent de nouvelles politiques et de nouveaux programmes assortis de plans de mise en œuvre et de plans de suivi et d'évaluation dont l'objectif est de repérer les lacunes dans les services, de noter les responsabilités partagées, de rendre compte des effets des mesures et de déterminer où affecter les ressources.

55. L'Initiative Spotlight a été lancée en partenariat avec le Gouvernement bélizien et les Nations Unies (UNICEF, FNUAP, PNUD) pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles en réalisant des changements au moyen de réformes juridiques et politiques, d'un renforcement des institutions, de campagnes de prévention, de la fourniture de services de qualité, de la collecte de données et du développement de réseaux dirigés par des femmes et d'organisations de la société civile.

56. En 2020, le FNUAP, par l'intermédiaire de l'Initiative Spotlight, a collaboré avec des organisations telles que Child Development Foundation, Human Rights Commission of Belize, Belize Family Life Association et Productive Organization for Women in Action afin de mettre sur pied des centres mobiles pour les femmes. Ces centres fournissent des services essentiels, notamment un soutien juridique, des services d'appui psychosociaux, des services de santé sexuelle et procréative et la diffusion d'informations concernant la violence fondée sur le genre ainsi que la santé et les droits sexuels et procréatifs.

57. Fort de ce succès, le Ministère du développement humain, des familles et des affaires indigènes a entrepris de mettre en place ces services essentiels par l'intermédiaire du Gouvernement et de la société civile. En ciblant les femmes et les filles les plus difficiles à atteindre, ces efforts devraient permettre de réaliser des progrès substantiels en matière d'autonomisation et d'appui aux citoyens les plus vulnérables.

58. Le Belize a créé la base de données sur les délinquants sexuels en 2014 après une modification du Code pénal. La mise en service du registre est une priorité pour le Ministère des affaires intérieures et des nouvelles industries de croissance. Toutefois, les progrès ont été modestes en raison de difficultés liées au cloisonnement des données dans le secteur de la justice. Le registre nécessite la tenue d'une base de données nationale contenant des informations sur les délinquants sexuels pendant dix ans, avec des données mises à jour et partagées en toute sécurité entre les autorités compétentes. Malgré le lancement en novembre 2018 du registre des délinquants sexuels du Belize, des lacunes au niveau de la conception et de la sécurité du portail ont été révélées dans un rapport de 2022. Le registre actuel est géré par le Bureau central des technologies de l'information et le Ministère des affaires intérieures et des nouvelles industries de croissance. Le Département de la police du Belize jouit du mandat légal pour l'exploiter. Les efforts de développement se sont poursuivis depuis 2014, notamment au moyen de la création de bases de données, du développement d'applications, du déploiement et des concepts de modernisation, et ce, jusqu'en 2023.

Discrimination à l'égard des femmes – recommandations n^{os} 77.73, 77.83, 77.72

59. Afin d'accroître les efforts visant à réduire les inégalités de genre, en particulier dans les domaines de la santé reproductive, de l'autonomisation et de l'activité économique, le Belize a conçu un document d'orientation global pour le développement durable. Il s'agit notamment du plan de développement à long terme à l'horizon 2010-2030, du #PlanBelize pour la période 2022-2026, des politiques nationales en matière de genre de 2013 et 2021, ainsi que des plans d'action nationaux contre la violence fondée sur le genre de 2017 et 2021 et du plan stratégique pour le secteur de la santé pour la période 2014-2024. Ces cadres stratégiques mis en place par le Gouvernement bélizien servent de base aux programmes visant à lutter contre les inégalités de genre et à améliorer l'accès aux services, à l'information et aux ressources en matière de santé procréative, en mettant l'accent sur les communautés mal desservies et marginalisées.

60. Ainsi, depuis le dernier examen, le Gouvernement bélizien a donné la priorité à certains programmes, avec l'appui de l'Initiative Spotlight, des agences des Nations Unies, des organisations de la société civile et d'autres partenaires internationaux, notamment :

a) La mise en place de 12 centres mobiles pour les femmes dans les villages du sud et du nord du Belize ; ces centres fournissent des services essentiels de santé sexuelle et procréative, des services d'aide juridique, des services de soutien psychosocial ainsi que des informations concernant la violence fondée sur le genre et la prévention du VIH et orientent vers d'autres services ;

b) La suppression par le Gouvernement bélizien de la taxe générale sur les ventes pour les produits hygiéniques pour femmes, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2023 ; cette décision est le fruit de plusieurs mois d'efforts déployés dans le cadre de la campagne « Don't Tax My Femininity » ; outre la suppression de la taxe sur les ventes, le Gouvernement a également supprimé les droits d'importation de 20 % et la taxe environnementale de 3 % sur les serviettes hygiéniques pour femmes ; cette décision constituait une étape cruciale pour mettre fin aux disparités de prix fondées sur le genre en ce qui concerne la santé procréative des femmes ;

c) L'appui aux équipes de santé mobiles pour la vaccination des enfants dans les communautés rurales ;

d) La mise en œuvre de mesures visant à favoriser la reprise économique postpandémique, garante de stabilité sociale pour les femmes afin de renforcer les capacités institutionnelles ; il s'agit notamment d'offrir une formation professionnelle aux femmes, un appui et des conseils aux femmes entrepreneurs et des conseils aux microentreprises et petites et moyennes entreprises concernant l'allègement de leur fardeau ;

e) L'obtention par le Belize, en 2021, du programme de coopération technique intitulé « Enhancing the Economic Empowerment of Women in Latin America and the Caribbean in the COVID-19 Post Pandemic Era: Technical Assistance for Women's Employment, Entrepreneurship and Financial Inclusion » (« Renforcer l'autonomisation économique des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes après la pandémie de COVID-19 : assistance technique pour l'emploi et l'inclusion financière des femmes et l'entrepreneuriat féminin »). Le projet est en cours et vise à renforcer les capacités de formation des institutions offrant un cadre d'autonomisation économique et de formation professionnelle aux femmes et aux jeunes entrepreneurs. Jusqu'à présent, 115 femmes ont suivi une formation professionnelle dans différents domaines, 9 microentreprises et petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes ont reçu un financement de démarrage, 100 professionnels ont suivi des cours de renforcement des capacités et deux infrastructures, dont un centre d'incubation mobile pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises, ont été construites afin d'appuyer davantage l'autonomisation économique des femmes.

61. Malgré ces efforts, la lutte contre les inégalités de genre reste un défi, comme le montre le classement du Belize à la 95^e place sur 146 pays dans l'édition 2022 de l'indice mondial en matière de genre et à la 21^e place sur 22 dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le Belize était classé à la 111^e place sur 149 pays dans l'édition de 2018 de l'indice mondial en matière de genre et à la 24^e place sur 24 dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Malgré cela, le Belize reste déterminé à réduire les inégalités et à renforcer l'autonomie des femmes dans divers domaines.

Participation des femmes à la vie politique et à la vie publique – recommandation n° 77.71

62. Le Belize était classé à la 125^e place sur 149 pays en 2018 en ce qui concerne les inégalités fondées sur le genre en matière d'autonomisation politique en 2018 et à la 133^e place sur 146 en 2022. Le Belize compte quatre femmes élues à la Chambre des représentants, quatre femmes élues au Sénat et deux qui occupent les fonctions de président de séance. Le nombre total de parlementaires à l'Assemblée nationale (les deux chambres), y compris les présidents de séance, est de 46. Au total, les femmes parlementaires représentent 22 % des membres de l'Assemblée nationale. Bien qu'il s'agisse de la proportion la plus élevée de femmes siégeant au parlement de l'histoire du Belize, les femmes continuent de constituer une minorité au sein du parlement.

63. Au niveau municipal, sur les 66 élus, 23 étaient des femmes, soit 34 % des sièges municipaux.

64. La création en 2022 d'un groupe parlementaire des femmes a pour but de renforcer les efforts de plaidoyer faits par les femmes parlementaires en ce qui concerne les questions qui touchent directement les femmes, ainsi que d'intégrer la prise en compte des questions de genre dans les activités du parlement.

Liberté et sécurité – arrestations et détentions générales et arbitraires – recommandations n^{os} 77.34, 77.29, 77.31, 77.37, 77.28, 77.30

65. Les alinéas a) et b) de la section 32 du chapitre 101 de l'édition révisée de 2011 du Code pénal du Belize interdisent explicitement l'usage excessif de la violence interpersonnelle ou des mauvais traitements à l'égard de tout individu.

66. Afin de permettre aux citoyens d'adresser facilement des plaintes, des antennes du bureau des normes professionnelles ont été créées dans tout le pays. Ces antennes constituent des plateformes consacrées à la réception, à l'instruction et au traitement des plaintes relatives à des injustices, à des blessures, à des abus ou à d'autres actes répréhensibles commis par un agent de police. Le bureau des normes professionnelles participe activement à des programmes visant à réduire les abus policiers et à améliorer la formation professionnelle des officiers de police, favorisant ainsi la responsabilisation des forces de l'ordre.

67. Un aspect essentiel de cette initiative consiste à garantir l'anonymat et la confiance des victimes. Les antennes du bureau des normes professionnelles ne sont pas rattachées aux postes de police, ce qui encourage les personnes à se manifester et à déposer des plaintes sans crainte.

68. La création d'antennes du bureau des normes professionnelles s'accompagne d'un vaste programme d'éducation du public, qui vise à mieux informer les Béliziens de leurs droits et de leurs responsabilités en tant que citoyens. Grâce à une meilleure sensibilisation, ce programme d'éducation permet aux individus de faire valoir leurs droits et de demander réparation si nécessaire.

69. Lorsqu'une plainte est déposée, la gravité de l'allégation fait l'objet d'une enquête approfondie. En fonction des résultats de l'enquête, les agents peuvent faire l'objet de poursuites pénales ou disciplinaires. La section 20 de la Constitution prévoit des recours judiciaires et civils, garantissant la justice et l'application du principe de responsabilité.

70. Plus de 300 agents de police ont suivi une formation visant à garantir le respect de la politique révisée en matière de droits de l'homme et d'emploi de la force, conçue pour limiter les cas de recours à la force excessive et faire respecter les normes en matière de droits de l'homme. Le Belize reste déterminé à collaborer avec des partenaires internationaux pour améliorer la formation en matière de droits de l'homme. À ce jour, les activités de formation animées par ces partenaires sont destinées aux responsables de l'application des lois, aux magistrats, aux juges et aux procureurs.

71. Le Bureau du Médiateur a également joué un rôle proactif dans les enquêtes sur les questions liées à l'usage excessif de la force, en prenant les mesures nécessaires pour assurer une information et une sensibilisation adéquates de la population concernant les possibilités de recours disponibles lors du signalement de cas d'usage excessif de la force. Le plan global du Bureau du Médiateur comprend le renforcement des capacités sociales, le resserrement des relations avec les populations vulnérables et la promotion d'une image positive du Bureau du Médiateur au sein de la population et du Département de la police du Belize.

Droits liés au nom, à l'identité, à la nationalité – recommandations n^{os} 77.90, 77.98, 77.97

72. Des efforts ont été entrepris en vue de l'adoption d'une législation complète qui établira une procédure de détermination de l'apatridie, permettant de déterminer et de préserver efficacement les droits des personnes apatrides et de les protéger. Une fois cette législation mise en œuvre, la procédure de détermination de l'apatridie jouera un rôle crucial dans l'octroi aux apatrides de la reconnaissance et de la protection nécessaires, ce qui créera un environnement plus favorable et ouvert à tous, garantissant le respect et la défense des droits de chaque individu au Belize.

73. Afin d'améliorer l'accessibilité et l'efficacité, des bureaux d'enregistrement ont été stratégiquement implantés dans tous les hôpitaux publics. Cette mesure vise à rendre l'enregistrement des naissances plus pratique et plus facilement accessible à tous, en veillant à ce que l'identité des individus soit reconnue et protégée dès les premiers moments de la vie. En outre, l'enregistrement des naissances est gratuit jusqu'à l'âge d'un an, ce qui élimine tout obstacle financier et permet à chaque enfant de jouir de ses droits sans entrave.

74. Conformément au plan d'action dans le domaine du numérique pour la période 2022-2025 du #Plan Belize¹⁰, l'unité des statistiques de l'état civil a entamé un vaste programme de transformation numérique afin d'améliorer le taux d'enregistrement des naissances¹¹. Cette initiative permettra notamment de renforcer le cadre juridique du Belize en matière d'état civil afin de l'aligner sur les normes internationales, de renforcer les ressources humaines et l'infrastructure informatique afin de moderniser le système d'état civil, d'étendre le taux d'enregistrement des naissances tout en sensibilisant davantage le public aux services disponibles, de rationaliser et de simplifier les processus opérationnels liés à l'état civil, de faciliter la transition vers une plateforme de demande en ligne pleinement fonctionnelle, d'améliorer l'importance et la fiabilité de l'unité des statistiques de l'état civil aux yeux de la population et d'encourager la collaboration et l'interopérabilité entre les agences du secteur public afin de faciliter l'échange efficace de données. Cet effort multidimensionnel vise à garantir que chaque citoyen puisse accéder à son identité juridique de manière transparente, ce qui, en fin de compte, favorisera l'inclusion et l'efficacité dans la prestation des services publics.

Droit au travail – recommandation n^o 77.47

75. Au vu des conséquences de la pandémie sur le chômage, le Gouvernement bélizien a mis en place un programme de « cours de préparation à l'emploi » afin de responsabiliser les individus et d'élargir leurs compétences grâce au renforcement des capacités et à l'élaboration d'un plan de travail individuel. Le Département du travail du Ministère de la transformation rurale, du développement communautaire, du travail et du Gouvernement local supervise les services publics de l'emploi.

76. Les services publics de l'emploi permettent aux demandeurs d'emploi d'acquérir des compétences essentielles grâce à la « formation de préparation à l'emploi ». Cette formation vise à renforcer leur capacité d'insertion professionnelle et à faire en sorte qu'ils soient mieux préparés à entrer sur le marché du travail en toute confiance. En outre, le Département du travail organise des séances d'information à l'intention des employeurs et des travailleurs, axées sur les « droits et responsabilités des travailleurs et des employeurs ». Ces sessions abordent les principales lois du travail ainsi que les droits et responsabilités des deux parties à la relation de travail.

77. Le Ministère du développement humain, des familles et des affaires indigènes, par l'intermédiaire du Département de l'appui aux femmes et aux familles, a notamment mis en place une unité d'autonomisation économique qui promeut le droit au travail pour les populations vulnérables, en particulier l'autonomisation économique des femmes.

Droit à la santé – Général – recommandations **n^{os} 77.56, 77.55, 77.55, 77.27, 77.57, 77.63,** **77.51, 77.50, 77.52, 77.53, 77.54**

78. Le système de santé du Belize comprend un réseau étendu d'hôpitaux tertiaires de référence, d'hôpitaux régionaux, d'hôpitaux communautaires et de polycliniques, garantissant l'accessibilité aux soins de santé pour les habitants des zones rurales et les peuples autochtones. Les cliniques satellites et les cliniques mobiles participent également au renforcement de l'accessibilité : des médecins et des infirmières sont détachés dans les zones rurales pour répondre aux besoins de tous les individus en matière de soins de santé. Le Gouvernement reste déterminé à respecter les indicateurs du plan stratégique national pour le secteur de la santé afin de consolider les réalisations et de réduire la vulnérabilité des groupes de population vulnérables en matière de soins de santé. Le plan de mise en œuvre fait l'objet d'un suivi étroit et d'une évaluation trimestrielle afin de garantir le respect des indicateurs clefs.

79. Depuis le dernier examen, le Belize a augmenté son budget consacré à la santé. Le Gouvernement a investi dans la construction de nouveaux hôpitaux et dans l'amélioration du réseau de polycliniques. Les améliorations récentes apportées aux établissements de soins de santé les ont rendus accessibles, respectueux du climat et résistants face aux catastrophes. Le Gouvernement bélizien a également investi dans l'élargissement de la couverture de l'assurance maladie nationale afin d'intégrer un plus grand nombre de Béliziens, de manière progressive, en mettant l'accent sur la promotion des soins de santé primaires.

80. Afin de promouvoir une prévention efficace du VIH/sida, le Ministère de la santé et du bien-être collabore avec la Commission nationale de lutte contre le sida et la Commission des droits de l'homme afin d'élaborer des politiques qui privilégient des soins de santé intégrés et axés sur le patient. Le Ministère de la santé et du bien-être a récemment élaboré une stratégie de dépistage sur les lieux de soins et des lignes directrices révisées afin de refléter une approche centrée sur le patient. Le plan stratégique national de lutte contre le VIH, les IST, l'hépatite virale et la tuberculose constitue une approche centrée sur l'être humain, fondée sur les droits de l'homme, l'équité et la couverture sanitaire universelle.

81. Malgré l'absence de stratégie de prévention du VIH, de nombreuses actions sont axées sur la prévention du VIH, comme le programme de prévention de la transmission mère-enfant, la gratuité des médicaments antirétroviraux dans tous les établissements de santé (publics et privés), le dépistage gratuit du VIH et des IST, les foires de la santé et le dépistage communautaire à l'aide de champions. Le personnel du secteur de la santé est formé au dépistage du VIH et des IST dans les lieux de soins.

82. Dans le domaine des services de santé sexuelle et procréative, le Département de santé de la mère et de l'enfant veille à ce que les femmes enceintes fassent l'objet d'un dépistage du VIH et des IST dans le cadre du programme de prévention de la transmission mère-enfant, garantissant ainsi l'inclusion de toutes les personnes, quelle que soit leur orientation ou identité sexuelle. Le plan stratégique pour la santé des adolescents pour la période 2019-2030, récemment mis en œuvre, vise à garantir l'accès de tous les adolescents aux services de santé sexuelle et procréative. Ce plan a pour objectif de transformer la vie des adolescents, en particulier dans le domaine de la santé sexuelle et procréative. Il stimule la collaboration entre les secteurs clefs et s'articule autour de trois réalisations essentielles :

a) Un meilleur accès à des services de qualité, dans des conditions équitables : la garantie que les adolescents jouissent facilement d'un accès à des services de santé sexuelle et procréative de qualité grâce à une collaboration sectorielle renforcée ;

b) Un développement global : la promotion d'un développement cognitif, sexuel, social et physique complet afin de réduire les comportements à risque et de permettre une prise de décisions éclairée ;

c) Un environnement sûr et favorable : la création d'environnements stimulants et sûrs qui donnent la priorité à la santé sexuelle et procréative, avec la participation de toute la communauté à la promotion du bien-être.

83. En outre, au sein du système éducatif, les cours d'éducation pour la santé sont conçus de façon à promouvoir des résultats d'apprentissage qui profitent à tous.

Droit à l'éducation – Général – recommandations n^{os} 77.60, 77.67, 77.66, 77.65, 77.68, 77.69, 77.70, 77.79, 77.58, 77.61, 77.64, 77.62

84. La pandémie de COVID-19 a laissé une marque indélébile sur le paysage de l'enseignement du Belize, accentuant les inégalités préexistantes et touchant de manière disproportionnée les enfants vulnérables. En raison des fermetures d'écoles, des perturbations au niveau de l'apprentissage et de l'adoption de modèles d'enseignement à distance ou hybrides, le fossé entre les étudiants ruraux et urbains s'est considérablement creusé. De nombreux élèves défavorisés n'avaient pas accès aux technologies et aux ressources essentielles, ce qui a entravé leur progression scolaire.

85. Les statistiques relatives aux inscriptions mettent encore plus en avant ces difficultés, révélant une diminution du nombre d'élèves du primaire de 7 % et de 0,9 % pour le secondaire lors de la période 2021/2022 par rapport à la dernière année d'examen en 2017/2018. La chute de 11,3 % du taux de transition vers les écoles secondaires, l'augmentation de 4,4 % du taux de redoublement et l'accroissement de 0,4 % du taux d'abandon au cours de la même période sont tout aussi préoccupants (annexe, tableau 7).

86. Toutefois, le Gouvernement bélizien a démontré sa volonté d'aborder ces problèmes de front. Dans le cadre de sa réponse globale aux défis liés à la pandémie, le Gouvernement bélizien a non seulement réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre les inégalités préexistantes en matière d'enseignement, mais a également pris des mesures proactives afin de combler les lacunes provoquées par la pandémie.

87. Parmi les réalisations du Gouvernement, on peut notamment citer l'adoption d'une législation portant l'âge de la scolarité obligatoire de 14 à 16 ans à compter du 1^{er} août 2023. Cette hausse permettra à un plus grand nombre de jeunes, en particulier ceux qui ont subi les conséquences de la pandémie, d'accéder à l'enseignement formel. Elle devrait avoir une incidence positive sur le taux de transition de l'école primaire à l'école secondaire et contribuer à réduire le nombre de décrocheurs scolaires dans les années à venir.

88. En outre, en 2021, en réponse aux taux élevés d'abandon scolaire au sein des communautés vulnérables, le Gouvernement bélizien a lancé un projet d'amélioration de l'enseignement. Cette initiative vise à effectuer des interventions ciblées dans les écoles secondaires situées dans des communautés vulnérables et à risque. Le programme a d'abord été mis en œuvre dans les lycées Gwen Liz, Sadie Vernon, Maud Williams et Excelsior, dans le sud de Belize City, où les quartiers et les communautés sont confrontés à des problèmes particuliers.

89. Le programme répond efficacement aux besoins essentiels en garantissant l'accès gratuit à l'enseignement, en fournissant des fournitures de bureau essentielles, des uniformes et une aide au transport et en améliorant les infrastructures scolaires. Il couvre également divers aspects de l'aide à l'enseignement, notamment les frais de scolarité, les programmes d'alimentation scolaire quotidienne et la fourniture d'uniformes, de livres et de chaussures selon les besoins.

90. En outre, des fonds supplémentaires ont été alloués pour étendre le programme de gratuité de l'enseignement aux écoles des districts de Stann Creek et de Toledo. En particulier, la situation du district de Toledo, qui connaît le pourcentage le plus élevé de personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle (82 %), illustre le caractère urgent de cette initiative.

91. En outre, le programme prévoit des subventions de 200 dollars pour 11 820 élèves, ce qui représente un coût total de 2 364 000 dollars. Compte tenu du nombre total de lycéens (environ 22 000), cette initiative devrait permettre de fournir automatiquement une aide financière à près de deux tiers des lycéens, l'accent étant mis sur les jeunes les plus vulnérables du Belize.

92. La pandémie de COVID-19 a également mis en évidence la nécessité d'adopter des technologies innovantes dans le cadre d'un système éducatif efficace. C'est pourquoi le Ministère de l'éducation a lancé le programme ConnectED, en collaboration avec Digicel Belize. Cette initiative permet de garantir un accès ininterrompu à Internet, en fournissant un débit de 500 Mb/s 24 heures sur 24, ainsi que des services de suivi, d'assistance et de maintenance. Ainsi 252 écoles ont pu être raccordées à Internet, ce qui a profité à plus de 66 000 élèves et à 3 807 membres du personnel et permis de combler le fossé entre les communautés rurales et urbaines en matière d'accès à Internet.

93. Les données récoltées au cours de la période couverte par l'examen montrent également des progrès significatifs dans la formation du personnel enseignant à différents niveaux scolaires. Depuis 2017, le pourcentage d'enseignants ayant suivi une formation est passé à 71,3 % pour l'enseignement préscolaire, à 88,2 % pour l'enseignement primaire et à 69,1 % pour l'enseignement secondaire. Les établissements ont activement amélioré la qualité de l'enseignement des matières fondamentales telles que l'anglais, les mathématiques et les sciences, contribuant ainsi à l'amélioration des résultats scolaires.

94. Reconnaissant l'importance de la formation continue dans le système éducatif, le Ministère de l'éducation investit dans la formation professionnelle des enseignants. Les programmes de formation et d'éducation continues permettent aux enseignants de perfectionner leurs compétences, garantissant ainsi la qualité de l'enseignement et du soutien aux élèves.

95. Les réformes en cours des programmes d'enseignement témoignent de la volonté du pays d'offrir à tous les élèves une expérience d'apprentissage pertinente et attrayante. Ces mises à jour permettent d'aligner le programme d'enseignement sur les meilleures pratiques et de répondre à l'évolution des besoins des étudiants, favorisant ainsi un développement global.

96. En ce qui concerne les élèves ayant des besoins particuliers, la mise en œuvre du programme d'enseignement des compétences de la vie courante dans les classes spéciales vise à doter les élèves de compétences essentielles et à faciliter leur transition vers le monde du travail. La page Web « Inclusion Corner¹² » détaille l'accès aux ressources, appuyant les enseignants et les parents dans la promotion de l'éducation inclusive.

97. Le succès du projet pilote d'intégration de classes d'éducation répondant à des besoins particuliers dans les écoles secondaires souligne l'engagement du Belize à élargir les possibilités offertes aux élèves ayant des besoins particuliers. Des progrès significatifs ont été accomplis dans l'élaboration de programmes d'enseignements individuels pour les élèves des classes d'éducation répondant à des besoins particuliers. Le taux de couverture de ces programmes devrait atteindre 100 %.

98. Afin d'identifier les élèves susceptibles d'avoir besoin de ressources supplémentaires, le Ministère de l'éducation a mené une enquête exhaustive, qui a entraîné le doublement du nombre de demandes d'évaluation. En partenariat avec une ONG, le Belize a engagé des thérapeutes comportementaux, des ergothérapeutes et des orthophonistes afin d'offrir un appui complet, y compris la formation des enseignants.

Enfants : définition ; principes généraux ; protection – recommandations n^{os} 77.91, 77.46, 77.87

99. Le Belize poursuit ses efforts en vue de renforcer la mise en œuvre de la législation visant à respecter ses obligations au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant et à améliorer la protection des enfants. Depuis le dernier examen, le Code pénal a été modifié afin de prévoir des peines plus sévères pour les infractions liées à l'exploitation, à la maltraitance et à la traite des enfants. Cette modification de la législation a été accompagnée de l'élaboration d'un plan stratégique national de protection de l'enfance qui prévoit une approche coordonnée de la protection des droits de l'enfant. Ce plan sert de cadre d'orientation pour la mise en œuvre de politiques, de programmes et d'interventions visant à prévenir la maltraitance, l'exploitation et la négligence des enfants.

100. En outre, la session annuelle du Parlement national des enfants du Belize¹³ a abouti à la rédaction du projet de loi de 2021 sur la justice pénale (exploitation des enfants lors de la commission d'infractions), qui vise à ériger en infraction le fait, pour toute personne, de recruter ou de préparer des enfants à la commission d'une infraction.

101. Alors que le Belize s'efforce de relever l'âge minimum du mariage de 16 à 18 ans, il se heurte à des obstacles juridiques dus à des définitions contradictoires et à des différences de limites d'âge au sein de la législation relative aux adolescents. Par exemple, la loi de 1999 sur les familles et les enfants définit un enfant comme une personne âgée de 16 ans ou moins. En revanche, la loi sur la procédure de référé considère comme adulte toute personne âgée de 16 ans ou plus, tandis qu'un enfant est défini comme étant âgé de moins de 14 ans. En outre, le Code pénal fixe l'âge du consentement sexuel à 16 ans, tandis que la loi de 2005 portant modification de la loi sur le mariage autorise le mariage à 16 ans avec le consentement des parents. L'âge de la responsabilité pénale est fixé à 12 ans, ce qui complique encore l'alignement de l'âge minimum du mariage et des dispositions législatives connexes sur les normes internationales.

102. Afin de s'attaquer à ce problème, le Gouvernement bélizien a lancé en 2020 la feuille de route pour l'élimination des mariages d'enfants et des unions précoces au Belize, qui adopte une approche globale dans tous les secteurs, en mettant l'accent sur les filles. Les domaines d'intervention comprennent l'amélioration de l'accès à la formation pour les filles et les garçons, ainsi que la fourniture d'une éducation et de services en matière de santé sexuelle et procréative. La feuille de route vise à transformer les normes sociales et les comportements en encourageant les dialogues nationaux et communautaires concernant les dangers du mariage d'enfants. De plus, elle souligne l'importance de la qualité de la collecte des données afin d'étayer les politiques et les efforts visant à renforcer et à appliquer les dispositions législatives qui fixent l'âge minimum du mariage à 18 ans.

103. Depuis, le Belize a lancé plusieurs campagnes de sensibilisation et actions éducatives visant à informer le public, les parents et les communautés des droits de l'enfant et de l'importance de leur protection. Ces efforts comprennent la sensibilisation des parties prenantes aux dispositions législatives relatives à la protection de l'enfance et des mécanismes existants. La collaboration avec le Conseil de lutte contre la traite des personnes a permis de renforcer les partenariats visant à consolider les droits des enfants et à les protéger contre les abus et les violences sexuelles. La mise en œuvre prochaine du projet de loi de 2021 sur la justice pénale (exploitation des enfants lors de la commission d'infractions) devrait renforcer l'engagement du Belize en faveur du bien-être des enfants dans les douze à vingt-quatre prochains mois, sous réserve des ressources disponibles et de l'appui des parties prenantes.

Enfants : protection contre l'exploitation

– recommandation n° 77.89

104. Le Belize est déterminé à protéger les droits de tous les enfants, et ses actions reflètent cette volonté. Le Belize était l'un des premiers pays à ratifier les Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant en 1990, qui constitue la pierre angulaire de ses efforts en matière de protection de l'enfance. Confirmant cet engagement, le Belize a ratifié la Convention de l'OIT sur l'âge minimum (n° 138) et la Convention de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants (n° 182), démontrant ainsi sa détermination à lutter contre le travail des enfants. En outre, le Belize a signé des protocoles essentiels tels que le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et le Protocole de Palerme sur la traite des personnes.

105. Conformément à ses engagements internationaux, le Belize a intégré la cible 8.7 des objectifs de développement durable, qui vise à éliminer toutes les formes de travail des enfants d'ici à 2025. Le Gouvernement bélizien, par l'intermédiaire du Ministère de la transformation rurale, du développement communautaire et du travail, a entamé la transposition de ces engagements en actes. On compte parmi les étapes importantes la révision en juillet 2022 de la politique nationale relative au travail des enfants, qui a abouti au lancement de la politique et la stratégie nationales du Belize relatives au travail des enfants pour la période 2022-2025. La collaboration avec diverses parties prenantes, telles que le Département du travail, le Département de l'immigration, le Ministère de l'éducation, le Ministère du développement humain, des familles et des affaires indigènes et le Département de la police du Belize, consolide l'approche globale du pays.

106. Des efforts concrets visant à éradiquer le travail des enfants ont été déployés depuis le dernier rapport national. Le Belize a créé un secrétariat national du travail des enfants et un bureau d'inspection afin de garantir un suivi rigoureux, d'assurer l'exécution et de signaler les incidents dans l'ensemble du pays. Dans le cadre de son engagement envers l'élimination du travail des enfants migrants de moins de 14 ans, les lieux de travail font l'objet de visites et de contrôles rigoureux afin de recenser et d'éliminer les cas de travail non autorisé des enfants. Il est important de noter que le pays applique strictement l'interdiction de délivrer des permis de travail aux personnes âgées de moins de 18 ans, ce qui renforce sa volonté de protéger les droits des enfants et d'empêcher leur exploitation sur le marché du travail.

107. En 2022, le Gouvernement bélizien a signé un mémorandum d'accord avec l'association des producteurs de canne à sucre du Belize dans lequel les deux parties s'engagent à travailler ensemble pour éliminer le travail des enfants dans l'industrie sucrière d'ici à 2025. Le mémorandum d'accord fera l'objet d'un suivi par un service du secrétariat du travail des enfants.

108. En outre, le Belize a adhéré à l'Initiative régionale pour l'élimination du travail des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes. Un service du secrétariat du travail des enfants est chargé de la mise en œuvre de la nouvelle politique relative au travail des enfants en collaboration avec d'autres partenaires ou agences tels que le Département de l'immigration, le Ministère de l'éducation, le Ministère du développement humain, le Département de la police et le Département du travail.

109. L'éducation et la sensibilisation restent primordiales. L'engagement du Belize en faveur des ateliers, des sessions de formation et des événements commémoratifs illustre sa position proactive. De la production de vidéos célébrant la Journée mondiale contre le travail des enfants à la mise en place de circuits éducatifs relatifs au travail des enfants, le Belize s'efforce de sensibiliser les parties prenantes et ses citoyens sur l'importance de la protection des enfants. L'engagement du pays en faveur d'un avenir sans travail des enfants se trouve renforcé par ses actions, ses collaborations et sa détermination inébranlable à créer une société juste et équitable pour tous les enfants. Depuis 2022, le Ministère de la transformation rurale, du développement communautaire et du travail a assuré le renforcement des capacités de 24 inspecteurs du travail et a mené 831 inspections dans tout le pays, dont 57 concernaient le travail des enfants, afin de garantir la conformité et de détecter les infractions, en particulier dans le domaine du travail des enfants.

Personnes appartenant à des minorités

– recommandation n° 77.92

110. La Constitution du Belize reconnaît le caractère multiculturel de la société bélizienne et garantit la protection des droits fondamentaux de tous les citoyens, quelle que soit leur origine ethnique ou sociale. On compte parmi les actions notables :

a) L'ajout du portefeuille des affaires des populations autochtones au sein du Ministère du développement humain, des familles et des affaires indigènes par le Gouvernement bélizien afin de conférer une plus grande importance aux peuples autochtones ;

b) L'adoption en 2022, par le Gouvernement bélizien, du Protocole sur le consentement préalable, libre et éclairé des Mayas du sud du Belize, qui a été soumis à la Cour de justice des Caraïbes ; ce protocole a été élaboré en pleine consultation avec les organisations du peuple maya ; le Gouvernement bélizien élabore également une politique relative aux terres coutumières mayas qui orientera la rédaction de dispositions législatives visant à offrir une protection légale aux terres coutumières mayas ; à l'issue d'un processus de consultation, la politique devrait être finalisée d'ici à mi-2023 ; le Gouvernement bélizien continue de travailler avec les parties prenantes concernées afin de mettre en œuvre l'arrêt de 2015 concernant la reconnaissance des terres autochtones et tribales ;

c) L'engagement du Belize à promouvoir la compréhension et le respect de la diversité culturelle ; le Ministère de l'éducation a intégré la sensibilité culturelle et l'inclusion dans le programme d'enseignement, promouvant l'appréciation des différentes identités ethniques ; les actions éducatives visent également à éliminer la discrimination et à promouvoir la tolérance ;

d) L'assurance d'un accès équitable aux soins de santé pour tous les citoyens du Belize ; le Ministère de la santé fournit des services de santé et des informations aux populations n'ayant qu'un accès restreint aux services de base, en répondant aux besoins de santé particuliers des groupes vulnérables, y compris les communautés autochtones ;

e) La participation active des minorités ethniques et des groupes vulnérables aux processus d'élaboration des politiques avec le Gouvernement bélizien ; les consultations avec ces communautés garantissent que leur voix soit entendue, ce qui permet d'élaborer des politiques qui répondent à leurs besoins spécifiques ;

f) L'adoption par le Belize de mesures cruciales visant à améliorer le fonctionnement du Comité technique bilatéral, portant essentiellement sur la promotion et la protection des droits des peuples maya et garifuna, deux communautés autochtones dotées d'un riche patrimoine culturel ; grâce à un dialogue et à une consultation structurés, le Belize a mis en place une plateforme permettant de dialoguer avec les représentants de ces communautés et de faciliter les discussions sur l'occupation des terres, la préservation de la culture et le développement local ;

g) La collecte et l'analyse de données relatives au genre et à la diversité au Belize (par exemple, les données sur le genre et la violence fondée sur le genre concernant les peuples autochtones) sous les auspices du Ministère du développement humain, des familles et des affaires indigènes, avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement.

Migrants – recommandations n^{os} 77.95, 77.96

111. Au cours de ce cycle d'examen, le lancement du programme Amnesty en août 2022, axé sur la migration, a été l'une des avancées significatives dans le domaine des droits de l'homme au Belize. Cette initiative novatrice se concentre sur la situation des migrants sans papiers résidant au Belize et des demandeurs d'asile recommandés confrontés à des retards dans la procédure d'obtention du statut de réfugié. Sous réserve du respect de certains critères spécifiques, ces personnes se sont vu offrir un accès au statut de résident permanent, assorti d'une possibilité d'acquisition de la citoyenneté.

112. Conscient de la vulnérabilité de cette population, le Gouvernement bélizien s'efforce de mettre en place des systèmes de protection sociale ouverts à tous. Le Belize adopte une nouvelle approche, passant de la criminalisation de la migration irrégulière à la prise en compte des aspects de la migration relatifs aux droits de l'homme¹⁴. Une révision complète de la loi sur l'immigration est en cours, afin de l'aligner sur les conventions et traités internationaux ratifiés par le Belize. Ce processus législatif vise à établir un cadre qui respecte les droits des migrants tout en restant conforme aux normes mondiales. En collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations, le Belize aménage un centre spécialisé dans l'hébergement temporaire des contrevenants aux lois sur l'immigration, afin de garantir un traitement adéquat lors de la détention administrative.

Conclusion

113. Le Belize est fermement engagé dans la protection et la promotion des droits de l'homme. Le Gouvernement bélizien a intégré les principes des droits de l'homme dans diverses facettes de sa gouvernance, notamment la planification du développement, les services sociaux et l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Son engagement se manifeste par la priorité accordée aux questions clefs relatives aux droits de l'homme dans l'agenda national, telles que la réduction de la pauvreté, la transformation économique et le développement sans exclusion, en particulier dans l'éducation, les soins de santé et les services sociaux pour les communautés marginalisées, ainsi que la gestion des migrations au cours de ce cycle.

114. Néanmoins, ce processus d'établissement de rapports a mis en évidence les domaines dans lesquels le Belize reconnaît la nécessité de continuer à progresser en ce qui concerne les droits de l'homme, notamment en matière de protection des droits des membres de la communauté LGBTQ+, de lutte contre la violence fondée sur le genre, de représentation respectant l'égalité des genres dans la fonction publique et de relèvement de l'âge minimum du mariage à 18 ans pour tous les genres. En outre, le Belize reconnaît l'importance de la promotion et de la protection des droits des communautés autochtones, en particulier des peuples maya et garifuna, dans le cadre plus large des droits de l'homme.

115. La pandémie a aggravé les difficultés que connaît le Belize et a provoqué la réorientation de ressources déjà limitées, nuisant potentiellement aux progrès en matière de droits de l'homme. Malgré les contraintes budgétaires, le Belize a fait preuve de détermination et de résilience pour faire face à ces défis et est fier de ses réalisations dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation, grâce à des efforts soutenus pour sensibiliser les citoyens à leurs droits, notamment en ce qui concerne l'exploitation et la protection des enfants, la violence fondée sur le genre, les droits du travail et les questions LGBTQ+. Le Gouvernement bélizien est également fier de son action en faveur des migrants défavorisés et de leur intégration dans le cadre du programme Amnesty.

116. La politique et la stratégie nationales de protection sociale, visant à offrir un appui aux groupes vulnérables, en mettant l'accent sur les femmes, constituent une réponse innovante aux faiblesses mise en lumière par la pandémie. L'engagement du Belize envers cette politique est illustré par un examen initial des mesures de protection sociale existantes, contribuant à l'élaboration d'un socle de protection sociale minimal chiffré.

117. La détermination du Belize à protéger et à promouvoir les droits de l'homme se traduit également par son approche innovante de la transition numérique. Le Gouvernement a pris des mesures majeures pour entamer une nouvelle ère de gouvernance numérique avec le lancement du plan d'action national dans le domaine du numérique pour le Belize pour la période 2022-2025. Ce plan d'action est en phase avec l'engagement du Belize en faveur des droits de l'homme car il garantit l'égalité d'accès aux ressources et services numériques pour l'ensemble des citoyens. Il constitue un élément essentiel des efforts nationaux visant à concilier la réponse immédiate aux crises et les progrès durables en matière de droits de l'homme, illustrant ainsi la résilience du pays et sa détermination à répondre à l'évolution des besoins de sa population diversifiée.

Notes

¹ annual-report-accounts-2022.pdf (centralbank.org.bz).

² Belize-Med-Term-Dev-Strategy-Action-Plan-2022-to-2025.pdf.

³ #Plan Belize Low Income Houses – Ministry of Infrastructure Development & Housing (midh.gov.bz).

⁴ The Bill seeks to provide for the protection of persons against discrimination, including discrimination involving harassment, victimisation and vilification on the grounds of [HIV status], [sexual orientation], [lawful sexual activity], [disability], [gender] and [status as an orphan]; and to provide for related matters.

⁵ This strategic initiative encompasses multiple elements, such as establishing safe spaces through workshops and training sessions, highlighting personal stories to increase awareness, conducting

research to drive inclusive policies, leveraging media campaigns to promote positive norms, and organizing community-based sessions to foster healthy relationships and address gender norms.

⁶ The Unit was increased in size in 2021 from five (5) officers to eight (8).

⁷ *ibid.*

⁸ <https://www.bco.gov.bz/download/domestic-violence-in-belize-motion-2022/>.

⁹ The National Women's Commission | Belize Women's Rights Advocacy Organization (nwcbelize.org).

¹⁰ National Digital Agenda for Belize 2022-2025.

¹¹ Strengthening Civil Registry Program – (digitalagenda.gov.bz).

¹² The Inclusion Corner – 501 academy.

¹³ This is a platform that offers young individuals a unique opportunity to actively participate in discussions and decision-making processes concerning their rights, well-being, and issues relevant to their lives. The annual Children's Parliament convenes young representatives from diverse backgrounds and regions, ensuring a multiplicity of perspectives are considered. Through the formulation of recommendations and proposals, these youthful parliamentarians directly influence policy discourse, advocating for improvements that address their distinct needs and concerns.

¹⁴ Announcement of Amnesty 2022 – Government of Belize Press Office.
